



L'EMA: Entre services aux citoyens de l'Union Européenne et l'influence des lobbyistes du secteur privé pharmaceutique mondial

Par [Nathalie Souvorov-Robert](#)

Mondialisation.ca, 15 mai 2021

Emer Cooke, directrice exécutive de l'Agence Européenne des Médicaments (European Medicines Agency, EMA) depuis le 16 novembre 2020, a travaillé préalablement, à Bruxelles, au sein de l'Association Européenne des Groupes Pharmaceutiques (European Federation of Pharmaceutical Industries and Associations, EFPIA) entre 1992 et 1995 puis de 1996 à 1998. A ce titre, cette Irlandaise a été rémunérée par le principal lobby de l'industrie pharmaceutique européen qui inclus parmi ses membres, entre autres, Pfizer, AstraZeneca, Johnson & Johnson et Gilead.

Ce lobby est en relation directe et très étroite avec l'EMA afin de veiller à ses intérêts auprès de la Commission Européenne dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. De son passage à l'Organisation Mondiale de la Santé (World Health Organization, WHO) de 2016 à 2020, Emer Cooke a également certainement collaboré avec Bill Gates dont la fondation Bill et Melinda Gates a financé la société de biotechnologie Moderna dans le cadre d'un développement d'un vaccin contre la Covid-19. Dans ce cadre, on peut s'interroger sur l'impartialité de Emer Cooke vis-à-vis de la politique de l'EMA au titre de la lutte contre la Covid-19 et des choix stratégiques et politiques qui en découlent.

Sources : Qactus, site officiel de l'EMA, site officiel de l'EFPIA, LCI

Emer Cooke et l'EMA : AstraZeneca, un vaccin « sûr et efficace »

Après la multiplication des cas de thromboses chez des patients qui avaient reçu l'AstraZeneca comme vaccin, Emer Cooke n'a pas hésité le 18 mars 2021 à affirmer que ce vaccin est « sûr et efficace ». En donnant son feu vert à la reprise de la campagne de vaccination, l'EMA a-t-elle protégé la santé publique, une de ses principales missions, ou a-t-elle fléchi face au lobbying ?

L'EMA confirme le risque de thrombose rare le 26 mars 2021 avec un bénéfice / risque qui reste favorable. Comme l'ont démontré certains médecins, les composants de l'Adénovirus recombinés issu de la thérapie génique interagissent avec de nombreuses molécules. Cela peut conduire, dans certains cas à une thrombose, une embolie pulmonaire, un AVC ou un arrêt cardiaque, selon le cheminement du caillot formé.

AstraZeneca avait, dès le début, conscience de ces effets secondaires en incluant dans la composition de son vaccin, un excipient, la L-Histidine, un puissant anti thrombogène qui ne semble pas fonctionner pleinement dans certains cas. Comment donc comprendre cette position favorable d'Emer Cooke et de l'EMA pour l'adénovirus recombiné d'AstraZeneca

face à une maladie, la COVID-19, dont la mortalité est de 0,05 % ?

Sources : LCI, site officiel de l'EMA, Alternative Santé, France Soir, Le Figaro

EMA : un fonctionnement sous influence

Il ne faut pas oublier que l'EMA, outre les autorisations de mise sur le marché européennes données à l'industrie pharmaceutique, facture des conseils scientifiques et autres prestations générant des honoraires substantiels (en 2016, 85 % du financement de l'EMA provenait de l'industrie pharmaceutique).

A ce titre, il serait temps de revoir le processus de validation des essais cliniques notamment pour les vecteurs vaccinaux basés sur la théorie génique que sont les prescriptions Moderna, Pfizer et AstraZeneca.

Sources : site officiel de l'EMA, Bérénice Rocfort-Giovanni « Scandales pharmaceutiques : Les autorités ne contrôlent plus rien » L'Obs, France Soir

Scandales de l'Ivermectine au Remdesivir

On peut s'interroger également sur la position de l'EMA sur l'Ivermectine et le le Remdesivir

En ce qui concerne l'Ivermectine, l'EMA a déconseillé en urgence son utilisation pour le traitement de la COVID-19 sans aucune preuve et analyse soutenant cette affirmation alors que ce produit est un des plus sûrs selon l'OMS. A l'opposé, l'EMA a acheté un milliard d'euros de Remdesivir, médicament du laboratoire Gilead, qui n'a pas fait preuve de son efficacité contre la COVID 19 et qui a été fortement déconseillé par l'OMS.

Sources : France Soir, Le Figaro.fr

Conclusion :

L'EMA devrait se remettre en cause et développer son indépendance vis-à-vis du lobbying des laboratoires pharmaceutiques. Les successions de scandales visant cette agence depuis sa création nuisent à l'image et à la fiabilité des instances de l'Union Européenne.

Nathalie Souvorov-Robert

Mise à jour :

« Dimanche 9 mai, le commissaire européen chargé de l'industrie Thierry Breton a affirmé que la Commission ne renouvellera pas son contrat avec la firme anglo-suédoise. Un nouveau contrat portant sur 1,8 milliard de doses a en revanche été passé avec les laboratoires Pfizer et BioNTech. » ([Le Figaro](#), le 10 mai 2021)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Nathalie Souvorov-Robert](#), Mondialisation.ca, 2021

Articles Par : [Nathalie Souvorov-Robert](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca